



L'Aginé guiné

La Guinéenne N°009 AOUT 2026



Dar-es-Salam

P/03

Le président sur les lieux du drame

Métier au féminin:
Au guidon de sa moto-taxi, Aïssata Sylla brise les stéréotypes



P/11

L'excision:
Les vacances, une période à haut risque.



P/05

Femme et soudure:
Le courage de suivre sa passion



P/09

HOROYA
Quotidien national



 **QHoroya**
 **Journal Horoya**
www.horoya.net.gn

POUR VOS ABONNEMENTS

 Sièg: dans l'enceinte de la RTG Boulbinet-Kaloum
 +224 664 633 212 / 623 490 130 -BP: 191 Conakry
 horoya1958@gmail.com

MARCHÉ AVARIA

Les femmes face au défi de la survie

À l'aube, pendant que la ville de Conakry se réveille lentement, des centaines de femmes prennent déjà place au marché Avaria. Entre ballots de friperie, légumes, tissus et petits articles ménagers, elles mènent une bataille silencieuse contre le chômage et la précarité.



Dans un contexte où l'emploi formel reste limité en Guinée, le commerce informel apparaît comme une solution de survie pour de nombreuses femmes. Selon les données publiées par les autorités guinéennes, près de 80 % des emplois du pays se trouvent dans le secteur informel.

Au marché Avaria, plusieurs vendeuses expliquent qu'elles se sont tournées vers le commerce faute d'opportunités professionnelles. Certaines sont diplômées, d'autres mères célibataires ou veuves. Toutes partagent la même réalité : gagner chaque jour de quoi nourrir leurs familles.

«Nous nous battons ici pour survivre», confie une commerçante rencontrée sur

place. « Sans ce marché, nos enfants ne mangeront pas. »

Le rôle économique des femmes d'Avaria a déjà été salué par plusieurs personnalités guinéennes. En 2023, Dr Dansa Kourouma avait déclaré que «l'économie guinéenne repose sur la femme», en rendant hommage aux vendeuses du marché Avaria qui travaillent du matin au soir pour soutenir leurs foyers.

Mais ces femmes font face à de nombreuses difficultés : manque d'infrastructures, insalubrité, hausse des taxes, déguerpissements et absence de protection sociale. En septembre 2023, des vendeuses de Madina Avaria avaient manifesté contre leur expulsion du marché, estimant qu'elles

n'avaient « aucune autre activité » pour subvenir à leurs besoins.

Au-delà du commerce, ces femmes incarnent aujourd'hui une forme de résistance sociale. Dans un pays où le chômage touche particulièrement les jeunes et les femmes, les marchés deviennent des espaces d'au-

tonomisation économique et de solidarité.

Des observateurs estiment que l'État devrait renforcer les programmes de financement féminin, améliorer les infrastructures marchandes et faciliter l'accès des femmes au microcrédit afin de transformer ces activités de survie en véritables leviers de développement économique.

Malgré les obstacles, les femmes du marché Avaria continuent d'avancer avec courage. Chaque étal représente un espoir, chaque vente une victoire contre la pauvreté et le chômage.

«Je m'appelle Mariama Camara, mère de cinq enfants. Chaque matin, je quitte la maison avant le lever du

soleil pour venir vendre au marché Avaria. Je ne fais pas ce travail parce que je l'aime seulement, mais parce que je n'ai pas d'autre choix. Mon mari est sans emploi depuis plusieurs années et c'est grâce à ce petit commerce que nous arrivons à manger et à payer les fournitures scolaires des enfants.

Parfois, je peux passer toute une journée sans vendre grand-chose. Pourtant, je dois continuer, car mes enfants comptent sur moi. Le chômage est devenu une souffrance pour beaucoup de familles ici. Nous, les femmes du marché Avaria, nous nous battons chaque jour pour survivre dignement.

Ce que nous demandons aux autorités, ce n'est pas la charité. Nous voulons seulement de meilleures conditions de travail, un marché propre et sécurisé, et des aides pour développer nos petites activités. Malgré les difficultés, nous gardons espoir, parce qu'une mère ne peut jamais abandonner ses enfants.»

« Le phénomène que vivent les femmes du marché Avaria reflète une réalité économique plus large en Guinée », explique ce jeune écono-

miste Michel Haba.

«Le chômage et le sous-emploi poussent de nombreuses femmes vers le secteur informel, notamment les marchés. Ces activités permettent certes de générer des revenus quotidiens, mais elles restent très fragiles et peu protégées.

Les femmes commerçantes jouent pourtant un rôle essentiel dans l'économie nationale. Elles participent à la circulation des produits, soutiennent les ménages et contribuent indirectement à la stabilité sociale. Sans elles, beaucoup de familles tomberaient dans une pauvreté extrême.

Le véritable défi aujourd'hui est de transformer ces petits commerces de survie en activités économiques plus stables et productives. Cela passe par l'accès au microcrédit, des formations en gestion, des infrastructures adaptées et des politiques publiques favorisant l'emploi féminin.

Investir dans les femmes des marchés, ce n'est pas seulement une question sociale ; c'est aussi une stratégie de développement économique pour le pays.»

Ibrahima Sory Bangoura



Laginè guinée
La Guinéenne

BP: 191 Conakry, RG - Tél: +224 30 41 23 69 E-mail: horoya1958@gmail.com Siège: Boulbinet - C. de Kaloum

DIRECTEUR GÉNÉRAL Ibrahima Koné Tel: 664 63 32 12/ 624 94 45 99 konesayon1@gmail.com DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE Marie Louise Diallo Tel: 623693886 marielouisediallo1@gmail.com RÉDACTEUR EN CHEF Elhadj Lansana Sarr Tel: 628 97 19 33 / 613 65 45 37/ sarrlansana93@gmail.com SECRÉTAIRE GÉNÉRAL Yamoussa Touré Tel: 628 90 68 06 / tyamoussa@gmail.com	CHEF SAF Aïssata Bilivogui Tel: 622 55 61 42 CHEF SERVICE COMMERCIAL Diaka Sanoh SERVICE FABRICATION Fodé Abdoulaye Camara (Moriah) Tel: 625 24 23 34 / 664 93 29 96 cfodeabdoulaye@gmail.com
---	---

Données clés sur les MGF en Guinée

Prévalence chez les adultes : 95 % des femmes de 15 à 49 ans.
Prévalence chez les jeunes filles : 39 % des filles âgées de 0 à 14 ans.
Médicalisation : Environ 34 % des actes d'excision sont pratiqués par un personnel de santé.
Cadre légal : La pratique est criminalisée par le Code pénal guinéen (Loi n°2016/059/AN).

Selon le rapport officiel de l'Enquête Démographique et de Santé de l'INS, la pratique est généralisée sur tout le territoire, avec de légères variations régionales : Kindia : 98% Labé : 98 %
Boké : 97 % Conakry : 96 % Kankan : 96 % Faranah : 96 % Mamou : 95 % N'Zérékoré : 84 %
La prévalence chez les jeunes filles est de 39 %.
La majorité des mutilations interviennent avant l'âge de 10 ans.

Plus de 70 % des filles subissent l'excision entre 5 et 14 ans.

DAR-ES-SALAM

Le président sur les lieux du drame

Dans la nuit du 22 au 23 août, une partie de l'imposante montagne d'ordures s'est effondrée sous l'effet des fortes pluies, ensevelissant des habitations et leurs occupants.



Le bilan communiqué par les autorités fait état d'au moins 30 morts et de plusieurs blessés. Des maisons ont également été détruites, plongeant de nombreuses familles dans une situation de grande précarité.

Des femmes face à l'épreuve

Dans les familles touchées, les femmes sont souvent en première ligne. Mères, épouses ou proches des victimes, elles doivent affronter simultanément le deuil, la perte du logement et l'incertitude concernant l'avenir.

Certaines ont perdu des proches, d'autres se retrouvent sans toit avec leurs enfants. À cette douleur s'ajoute la nécessité de trouver rapidement un lieu sûr où s'abriter, alors que les opérations de déguerpissement se poursuivent autour de la décharge.

Les témoignages relayés depuis le drame donnent la mesure de cette détresse. Des familles rapportent notamment la disparition de plusieurs membres, tandis que des femmes cherchent encore à comprendre comment leur quotidien a pu basculer en quelques heures.

Des enfants privés de repères

Dans ce drame, les enfants constituent une autre catégorie particulièrement exposée. Pour ceux qui ont survécu, la perte d'un parent, d'un frère ou d'une sœur constitue un traumatisme qui risque de laisser des séquelles durables.

Un danger pourtant identifié

Le drame intervient alors que la fermeture de la décharge était déjà envisagée. Quelques jours avant l'éboulement, les autorités avaient annoncé le lancement des opérations destinées à libérer les emprises et à sécuriser le site.

Le Premier ministre avait lui-même, lors d'une précédente visite, souligné les dangers liés à l'occu-

pation du site et évoqué notamment les risques sanitaires ainsi que la présence de gaz dangereux.

La catastrophe donne ainsi une dimension nouvelle à une question qui dépassait largement la seule gestion des déchets : celle de la protection des populations installées dans les zones à risque. Après le drame, l'urgence du relogement

Pour les familles sinistrées, la priorité est désormais de disposer d'un abri

et d'une assistance. Les autorités locales ont mis en place un comité de crise chargé notamment de recenser les familles affectées par l'éboulement et celles concernées par les opérations de déguerpissement.

L'enjeu sera également d'éviter qu'une situation de précarité ne pousse certaines familles à revenir dans des zones dangereuses. La fermeture d'un site à risque ne peut en effet être durable que si elle s'accompagne de solutions concrètes pour les populations qui y vivaient.

Le Président sur le site

Le Président de la Répu-

le site de Dar-es-Salam pour constater l'ampleur des dégâts et s'enquérir de la situation des populations affectées. Il a également suivi les dispositions prises pour sécuriser la zone et faire face aux conséquences de l'éboulement.

Selon le porte-parole de la Présidence, le chef de l'État est venu exprimer sa compassion aux populations endeuillées, mais également vérifier l'application des instructions données aux autorités.

À l'issue de cette visite, l'avenir du site semble désormais clairement orienté vers sa transformation. Le général Amara Camara a annoncé que les ordures devaient progres-



blique, Général Mamadi Doumbouya, s'est rendu ce samedi 29 août sur

sivement disparaître pour laisser place à un parc urbain, destiné à contribuer à l'embellissement de Conakry.

De la montagne d'ordures au parc urbain, le projet affiche une ambition forte. Mais pour les familles endeuillées et déplacées, la véritable urgence demeure ailleurs : faire du drame de Dar-es-Salam non seulement un souvenir douloureux, mais aussi le point de départ d'une meilleure protection des populations les plus vulnérables.

YAMOUSSA TOURÉ



FEMMES PARLEMENTAIRES

Au-delà de la représentation, quel engagement pour les guinéennes

Avec l'installation de la nouvelle Assemblée nationale, les regards se tournent également vers les femmes députées, appelées à jouer un rôle déterminant dans la promotion des droits des femmes et le renforcement de leur participation à la vie publique. La nouvelle législature, qui comprend une représentation féminine renforcée grâce aux dispositions du Code électoral, suscite de nombreux espoirs au sein de la population.



Pour de nombreux observateurs, les élues auront la responsabilité de porter des initiatives en faveur de l'égalité des chances, de l'accès des filles à l'éducation, de la santé maternelle, de l'autonomisation économique des femmes et de la lutte contre toutes les formes de violences basées sur le genre.

Au-delà de l'élaboration des lois, les femmes députées devront également veiller à ce que les politiques publiques prennent davantage en compte les préoccupations des femmes vivant aussi bien en milieu urbain qu'en zone rurale. Les questions liées à l'accès au crédit, à la formation professionnelle, à l'entrepreneuriat féminin, à la protection sociale et à la participation des femmes aux instances de décision figurent parmi les attentes les plus souvent exprimées. Pour Mariama Bangoura, vendeuse au marché de Dapompa, « les femmes députées doivent être la voix de toutes les Guinéennes. Elles connaissent nos réalités et peuvent défendre des lois qui amélioreront notre quotidien ».

Même attente chez Fatou-

mata Camara, étudiante dans une université : « Nous voulons voir davantage de jeunes femmes accéder aux responsabilités. Les députées peuvent encourager cette dynamique en proposant des réformes qui favorisent l'éducation, l'emploi et le leadership féminin. » Les organisations de défense des droits des femmes estiment également que cette législature constitue une opportunité de renforcer les textes relatifs à la protection des femmes et des filles, tout en veillant à leur application effective sur l'ensemble du territoire national.

Les parlementaires auront aussi un rôle de contrôle de l'action gouvernementale. À ce titre, elles pourront interpellier les autorités sur les politiques en faveur de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de la réduction des inégalités, autant de domaines qui influencent directement les conditions de vie des femmes guinéennes. L'émancipation de la femme ne dépend toutefois pas uniquement de l'action des élues. Plusieurs analystes rappellent qu'elle nécessite une mobilisation de l'en-

NOUVELLE MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

De l'UNICEF aux plus hautes responsabilités internationales: le remarquable parcours de Mme Bintou kéïta

Pour piloter le grand chantier de l'Éducation nationale, la Guinée s'offre une technocrate au profil forgé dans l'acier de la diplomatie multilatérale. À 68 ans, Bintou Keita affiche un CV impressionnant, long de plus de trois décennies passées au chevet des zones de turbulences de la planète. Retour sur la trajectoire d'une femme d'État qui a troqué les salons feutrés des Nations Unies pour le front des réformes nationales.



Les années de formation : Le baptême humanitaire à l'UNICEF (1989 - 2014)

Rien ne prédestinait cette native de Guinée à une carrière exclusivement internationale, si ce n'était une vocation précoce pour le multilatéralisme. En 1989, elle intègre le système des Nations Unies. C'est le début d'un long tour d'Afrique sous la bannière du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF).

Pendant un quart de siècle, Bintou Keita enchaîne les postes de direction dans des contextes souvent marqués par la précarité ou les lendemains de conflits : au Tchad, en République du Congo, à Madagascar, au Cap-Vert, au Rwanda et au Burundi. Cette immersion prolongée sur le terrain lui confère une expertise rare en matière de gestion de programmes

humanitaires d'envergure, entrecoupée de passages stratégiques au siège mondial de l'organisation, à New York.

Le tournant de la gestion des crises : Ebola et le Darfour (2015 - 2017)

L'année 2015 marque un pivot dans sa carrière. Bintou Keita quitte le giron strictement humanitaire pour embrasser la gestion des crises sanitaires et sécuritaires majeures :

Le front sanitaire en Sierra Leone (Février – Novembre 2015) : En pleine crise du virus Ebola en Afrique de l'Ouest, elle est dépêchée par l'ONU pour diriger les efforts de riposte dans ce pays voisin de la Guinée. Une mission d'urgence qui met à l'épreuve ses capacités de coordination interinstitutionnelle.

Le maintien de la paix au Darfour (2015 – 2017) : Forte de ce succès, elle est nommée Représentante spéciale conjointe adjointe pour la MINUAD, l'opération hybride menée conjointement par l'Union africaine et les Nations Unies dans cette région meurtrie du Soudan. Elle y peaufine son sens de la haute diplomatie militaire et politique.

Le sommet de la diplomatie : Première femme subsaharienne à la tête de la MO-

NUSCO (2021 - 2025)

En janvier 2021, le Secrétaire général António Guterres lui confie ce qui est alors considéré comme le poste le plus exposé et le plus complexe du système onusien : la Direction de la MONUSCO en République démocratique du Congo (RDC).

En succédant à l'Algérienne Leila Zerrougui, Bintou Keita entre doublement dans l'histoire : elle devient la seconde femme, mais surtout la première ressortissante d'Afrique subsaharienne, à prendre les rênes de cette mission titanesque — la plus importante opération de maintien de la paix déployée dans l'espace francophone.

Pendant près de cinq ans, face à un Conseil de sécurité suspendu à ses rapports trimestriels, elle gère la recrudescence des violences armées dans le Nord-Kivu et l'Ituri, tout en amorçant le dialogue délicat du retrait progressif des Casques bleus du sol congolais. Son mandat prend fin de manière anticipée le 30 novembre 2025, date à laquelle elle choisit, pour des motifs personnels, de quitter Kinshasa.

Le nouveau défi : L'école guinéenne

C'est ce bagage exceptionnel, mêlant gestion de crises, rigueur administrative et management de transition, que Bintou Keita met désormais au service de son pays d'origine. À la tête d'un Ministère regroupant l'Éducation nationale, l'Enseignement technique et la Formation professionnelle, l'ex-diplomate entame ce qui s'annonce comme le chapitre le plus politique de son riche parcours.

Ibrahima Sory Bangoura

Naby Camara

semble des institutions, des collectivités locales, de la société civile, du secteur privé et des communautés afin de créer un environnement favorable à l'égalité des chances. L'installation des nouveaux députés ouvre ainsi une nouvelle étape pour la représentation politique des femmes en Guinée. Les citoyens attendent désormais que les

engagements pris durant la campagne se traduisent par des actions concrètes, capables de renforcer les droits des femmes, d'améliorer leur autonomie économique et de favoriser leur pleine participation au développement du pays.

A L'AUBE DU SACRIFICE

Le calvaire des femmes vendeuses



Bien avant le lever du soleil, de nombreuses femmes commerçantes sont déjà en route vers les marchés de gros ou les zones d'approvisionnement. Pour ces vendeuses, partir très tôt est souvent la seule façon d'obtenir des produits frais à des prix abordables avant le début de la journée de vente.

Mais ces déplacements matinaux s'accompagnent de nombreuses difficultés.

L'obscurité, le manque de moyens de transport, le mauvais état de certaines routes, particulièrement pendant la saison des pluies, ainsi que le coût croissant du transport compliquent leur quotidien. À cela s'ajoute le sentiment d'insécurité que plusieurs disent ressentir lorsqu'elles traversent des rues encore désertes.

« Nous quittons parfois la maison à trois ou quatre

heures du matin pour avoir les meilleures marchandises. À cette heure-là, il est difficile de trouver un véhicule et nous avons souvent peur de circuler seules », confie une vendeuse rencontrée dans un marché de Conakry.

Outre les difficultés de déplacement, les commerçantes doivent aussi faire face à la hausse des prix des produits, qui réduit leurs marges bénéficiaires. Beaucoup expliquent qu'elles sont contraintes de travailler davantage pour subvenir aux besoins de leurs familles, malgré des revenus parfois insuffisants.

Les associations de commerçants appellent à des mesures visant à améliorer les conditions de travail des femmes, notamment un meilleur accès aux transports aux premières heures de la journée, le renforcement de la sécurité sur les principaux axes routiers et l'amélioration des infrastructures menant aux marchés.

Malgré ces défis, les femmes vendeuses continuent de jouer un rôle essentiel dans l'approvisionnement des marchés et dans l'économie locale. Leur détermination et leur courage permettent chaque jour à des milliers de familles de trouver les produits dont elles ont besoin, tout en assurant la subsistance de leurs propres foyers.

Pour Mme Bangoura Maïssata Camara, vendeuse au marché du Km 36: « je vends des produits alimentaires au marché du

Km 36. Tous les jours, je quitte la maison très tôt, parfois avant 4 heures du matin, pour aller chercher mes marchandises. Si j'arrive en retard, je ne trouve plus les meilleurs produits ou les prix sont déjà plus élevés.

Le trajet est souvent difficile. Il fait encore nuit, les moyens de transport sont rares et, pendant la saison des pluies, certaines routes sont en mauvais état. Nous avons aussi peur pour notre sécurité lorsque nous nous déplaçons à ces heures.

Malgré toutes ces difficultés, nous continuons à travailler parce que nos familles dépendent de ce commerce. Nous souhaitons que les autorités améliorent les conditions de transport et renforcent la sécurité afin que nous puissions exercer notre activité dans de meilleures conditions. »

Ibrahima Sory Bangoura

L'EXCISION

Les vacances, une période à haut risque.

Chaque année à l'approche des grandes vacances, les organisations de défense des droits de l'enfant tirent la sonnette d'alarme. À Conakry comme dans les localités de l'intérieur du pays, de nombreuses fillettes sont conduites, parfois de force, vers des pratiques ancestrales aux conséquences irréversibles.



Sous couvert de «simulacre» ou de «simple cérémonie», l'excision se perpétue, y compris dans la capitale.

Le poids du «qu'en dira-t-on»

Certaines familles qui pratiquent l'excision ne s'en cachent plus. Pour se dédouaner, elles parlent de «faire semblant». Une façon de contourner la loi tout en

satisfaisant aux exigences de la tradition.

Mais alors, pourquoi «faire semblant»? Si la pratique est anodine, pourquoi la cacher?

Peut être par peur du regard des autres, la honte de ne pas avoir excisé sa fille, ou encore la honte de passer pour «celle qui a rompu avec la coutume». Pour les parents, parfois les mères,

la pression sociale prend le dessus au risque même de mettre en danger la santé voire même la vie de l'enfant. Au delà même, les fillettes se sentent coupable d'être différentes des autres avec lesquelles elles jouent. Pourquoi?

Par habitude. Par héritage. Par peur de rompre. La stratégie des cadeaux pour faire taire la peur

Pour amener les fillettes à accepter, les familles usent de promesses. On leur promet des grandes fêtes, des danses, des cadeaux, des valises remplies d'habits neufs, des bijoux. Elles seront habillées et coiffées et des marraines sont même désignées pour le grand jour de «sortie des filles».

Ainsi, la douleur est masquée par la fête. La mutilation est présentée comme une récompense. C'est de cette manière que le mal se

légitime et se transmet de génération en génération.

Une pratique sans fondement, aux lourdes conséquences

Pourtant, les médecins et les ONG de défense des droits des enfants et de lutte contre les violences faites aux femmes le rappellent sans cesse : l'excision n'apporte aucun bénéfice pour la santé. De sources médicales, les complications sont nombreuses : hémorragies, infections, douleurs chroniques, problèmes obstétricaux, traumatismes psychologiques. Des séquelles qui marquent une femme pour toute sa vie.

Enfin, l'excision n'a aucun fondement religieux.

Malgré les campagnes de sensibilisation et le cadre légal qui l'interdit, elle persiste. Les mutilations génitales féminines sont

formellement interdites et criminalisées par le code pénal de 2016, le code de l'enfant révisé de 2019, des peines de prisons sont prévues pour les coupables et les complices.

L'urgence d'agir autrement

Les grandes vacances restent une période à haut risque. Les fillettes sont plus vulnérables.

Il est urgent de renforcer la mobilisation. Au-delà de la répression, il faut proposer des alternatives : des rites de passage sans excision, l'implication des leaders communautaires, religieux et des mères elles-mêmes.

Protéger une fille ne doit pas être une source de honte, mais mettre sa vie en danger pour faire comme les autres où céder à la tradition, si.

MLD

LA POLYGAMIE

facteur d'équilibre ou source de vulnérabilité?

La polygamie est une pratique matrimoniale, culturelle, religieuse et sociale dans laquelle un homme épouse deux ou plusieurs femmes en même temps. Elle est répandue dans plusieurs régions du monde, notamment en Afrique. Très ancienne dans les sociétés africaines, elle est également pratiquée dans certaines religions.



D'après Dr Mountaga, sociologue enseignant à l'université : « la polygamie n'est ni totalement bonne ni totalement mauvaise. La polygamie fait partie des pratiques matrimoniales les plus débattues en Afrique. Autorisée par certaines traditions, elle divise aujourd'hui l'opinion. Loin d'être un simple débat de mœurs, elle touche à l'économie, à l'éducation et aux droits humains. Elle peut apporter de la solidarité, mais génère surtout des inégalités quand elle est mal gérée. Donc, la vraie question n'est pas de savoir s'il faut interdire ou autoriser, mais de savoir si nous avons les moyens d'être responsables. Car la polygamie dépend de plusieurs critères : d'abord, des moyens du mari : s'il dispose de suffisamment de ressources financières, de temps et de la capacité d'être juste envers chacune de ses épouses. Les tensions sont généralement moins importantes. Ensuite, tout dépend de l'entente entre les femmes. Lorsqu'il y a du respect mutuel, la cohabitation se passe mieux, mais lorsque les conflits s'installent, tout le monde en souffre. Enfin, le choix de la femme est essentiel. Une femme qui accepte librement la polygamie et en connaissance de cause ne vit pas la même situation qu'une femme à qui cette union

est imposée. »

Du point de vue religieux, notamment dans l'islam, un imam nous en dit davantage :

« Je suis imam dans cette mosquée depuis presque treize ans et l'on me pose souvent la question de la polygamie. Dans l'islam, la polygamie est permise. Allah dit dans le Coran : « Épousez deux, trois, voire quatre femmes parmi celles qui vous plaisent. Mais si vous craignez d'être injustes, alors une seule suffit. »

Dieu a donc donné cette permission avec une condition très claire : la justice. Beaucoup d'hommes retiennent seulement « deux, trois ou quatre femmes », mais ils oublient la condition : « Si vous craignez d'être injustes, alors une seule. »

La justice signifie assurer la même nourriture, les mêmes vêtements, le même temps et le même traitement à chacune. J'ai vu des foyers détruits. J'ai vu des enfants vivre dans la rue. J'ai même vu des femmes pleurer à la mosquée.

Je dirais que la polygamie n'est pas une obligation, mais une permission. Avant de prendre une deuxième épouse, posez-vous trois questions essentielles : ai-je les moyens de nourrir, loger et soigner tout le monde ? Ai-je la capaci-

té d'être juste, même lorsque je suis fatigué ou lorsque j'aime davantage l'une que l'autre ? Est-ce pour une bonne raison, comme aider une veuve ou fonder une famille, ou simplement pour satisfaire un plaisir personnel ?

Si la réponse est non à une seule de ces ques-

tions, alors restez avec une seule épouse. C'est mieux pour vous, pour votre paix et pour vos enfants. Les femmes doivent également connaître leurs droits : le droit d'être traitées avec respect, le droit de s'exprimer et le droit de refuser si on les force. Quant aux enfants, ils sont tous égaux devant Dieu et devant leur père. »

Un homme polygame témoigne également :

« Je m'appelle Daouda, je suis commerçant au marché et j'ai deux femmes. C'est moi qui ai pris cette décision. À l'époque, mes affaires marchaient bien et je pensais pouvoir subvenir aux besoins de deux foyers.

Ce n'est pas facile. Il faut être juste, et c'est la règle numéro un. Je partage l'argent de manière égale. S'il y a 50 000 FG pour les dépenses du marché, chacune reçoit 25 000 FG. Si j'achète un pagne à l'une, j'en achète également un à l'autre.

Mon rôle est d'apaiser les tensions, de dialoguer et, pour être honnête, je dors très peu. J'ai neuf enfants : le plus grand a dix-huit ans et le plus petit trois ans. Je souhaite que tous aillent à l'école, mais les frais sont élevés. Cette année, deux sont restés à la maison faute de moyens. Cela me

fait souffrir. Je sais aussi que je ne consacre pas assez de temps à chacune de mes épouses.

Je dirais aux jeunes que la polygamie n'est pas faite pour s'amuser ni pour avoir plusieurs femmes, mais pour assumer davantage de responsabilités, davantage de difficultés et davantage de bouches à nourrir. Si vous n'avez ni les moyens, ni la patience, ni le sens de la justice, alors ne le faites pas. »

Du côté des femmes, les réalités sont souvent différentes entre la première épouse et les suivantes.

Madame Aïssatou Bah raconte son histoire :

« Je m'appelle Aïssatou Bah. J'ai été l'unique épouse de mon mari pendant presque seize ans. Ensemble, nous avons construit notre foyer. Je faisais du commerce pour l'aider. Nous avons eu cinq enfants et je pensais que nous vieillirions ensemble. Mais un matin, il m'a réveillée avec une annonce terrible : « Aïssatou, je me marie samedi avec la fille de mon oncle. » J'ai cru à une plaisanterie. J'ai pleuré, j'ai crié. Je lui ai rappelé nos seize années de vie commune, nos enfants et les dettes que nous avions remboursées ensemble. Il m'a simplement répondu que c'était son droit et que je ne devais pas faire d'histoire.

Après son mariage, plus rien n'était pareil. Avant, il rentrait à la maison, jouait avec les enfants et nous mangions ensemble. Aujourd'hui, il passe, laisse un peu d'argent puis repart.

Le plus difficile, ce sont les questions des enfants : « Pourquoi papa ne dort plus ici ? Pourquoi a-t-il une autre femme ? » Que puis-je leur répondre ?

Avant, il me donnait 50 000 FG par jour. Aujourd'hui, je ne reçois plus que 25 000 FG, car il dit qu'il faut parta-

ger. Mes enfants manquent de beaucoup de choses. La deuxième épouse est plus jeune. Elle a rapidement eu un bébé et notre mari s'occupe davantage d'eux.

Ce qui me fait le plus souffrir, ce n'est pas seulement la jalousie, mais le fait qu'on ne m'ait jamais demandé mon avis. On m'a imposé cette situation.

Je ne dis pas que toutes les polygamies sont mauvaises, mais, dans mon cas, je n'ai pas été respectée. Si un homme souhaite prendre une deuxième épouse, il devrait d'abord en parler à la première. Forcer une femme à partager son mari, c'est lui enlever une partie de sa vie.

Aujourd'hui, je tiens bon pour mes enfants. Je continue de vendre au marché, mais, au fond de moi, je reste cette femme qu'on a mise de côté. »

Le témoignage d'une deuxième épouse offre une autre perspective.

Madame Fatoumata Diallo raconte :

« Je suis la deuxième épouse. Au début, j'avais peur du regard des autres et des préjugés. Avec le temps, la première épouse et moi avons appris à nous comprendre.

Lorsque je suis tombée malade après mon accouchement, c'est elle qui s'est occupée de mes enfants et de la cuisine. Nous partageons certaines dépenses, les frais de scolarité des enfants, les vêtements et bien d'autres choses. À deux, c'est parfois plus facile.

Notre mari essaie également d'être juste. Chacune de nous a son jour et il veille à respecter cet équilibre. Pour moi, la polygamie peut être une force lorsque les femmes se respectent mutuellement. »

Aïssatou sall

ANIMAUX DOMESTIQUES EN DIVAGATION

Un péril sur nos routes

Chiens, chats et autres animaux domestiques occupent une place importante dans de nombreux foyers. Pourtant, lorsqu'ils ne sont pas correctement surveillés ou maîtrisés, ils peuvent représenter un véritable danger pour la circulation routière et la sécurité des citoyens.



Chaque année, de nombreux accidents sont provoqués par des animaux qui traversent soudainement la chaussée ou qui échappent à la vigilance de leurs propriétaires. Les automobilistes, surpris, effectuent souvent des freinages d'urgence ou des manœuvres brusques pouvant entraîner des collisions avec d'autres véhicules ou des piétons. Les conséquences sont parfois graves, tant sur le plan humain que matériel.

Les animaux présents à l'intérieur des véhicules peuvent également être à l'origine d'accidents. Un chien non attaché, par exemple, peut distraire le conducteur ou gêner sa conduite en se déplaçant dans l'habitacle. Les spécialistes de la sécurité routière recommandent d'utiliser une caisse de transport, un harnais adapté ou une

grille de séparation afin de limiter ces risques.

Au-delà des accidents, certains animaux causent des dégâts importants sur les véhicules. Les fouines, notamment, s'introduisent sous les capots et rongent les câbles ainsi que les durites, provoquant des pannes parfois coûteuses pour les propriétaires.

Face à ces dangers, les autorités rappellent que les propriétaires d'animaux ont la responsabilité de les surveiller et d'éviter qu'ils ne divaguent sur la voie publique. De leur côté, les automobilistes sont invités à redoubler de vigilance, particulièrement dans les quartiers résidentiels et les zones rurales où la présence d'animaux est plus fréquente.

La cohabitation entre les animaux, les automobi-

listes et les piétons repose avant tout sur la responsabilité de chacun. Une meilleure sensibilisation et le respect des règles de sécurité peuvent contribuer à réduire les accidents, protéger les citoyens et préserver la vie des animaux.

Selon Alpha Camara, citoyen à Dixinn Oasis: « Il y a quelques semaines, je rentrais du travail en voiture lorsqu'un chien a brusquement traversé la route. Pour éviter de le percuter, j'ai freiné violemment et perdu le contrôle de mon véhicule pendant quelques secondes. Heureusement, je roulais à une vitesse modérée et aucun autre véhicule ne se trouvait derrière moi. Ma voiture a tout de même subi des dégâts, et j'ai eu très peur.

Cet incident m'a fait prendre conscience que les animaux laissés en liberté peuvent représenter un véritable danger pour les conducteurs, les piétons et les animaux eux-mêmes. Je pense que les propriétaires doivent être plus vigilants et s'assurer que leurs animaux restent dans des espaces sécurisés. Chacun a un rôle à jouer pour éviter que de tels accidents ne se reproduisent.

Depuis cette expérience, je redouble de prudence, surtout lorsque je traverse des quartiers résidentiels ou des zones où les animaux circulent fréquemment. La sécurité de tous dépend du respect des règles et de la responsabilité de chacun. »

Pour Mamadou Idrissa

Bah, chauffeur : « Je suis chauffeur depuis plus de dix ans et je passe la majeure partie de mes journées sur la route. L'un des problèmes auxquels je suis régulièrement confronté est la présence d'animaux domestiques qui circulent librement. Il m'est arrivé à plusieurs reprises de freiner brusquement pour éviter un chien ou un chat surgissant au milieu de la chaussée.

Un jour, un chien a traversé juste devant mon véhicule. En voulant l'éviter, j'ai failli entrer en collision avec une autre voiture. Heureusement, personne n'a été blessé, mais cet incident aurait pu avoir de graves conséquences.



Je demande aux propriétaires de mieux surveiller leurs animaux et de ne pas les laisser errer sur les routes. Quelques secondes d'inattention peuvent mettre en danger la vie des conducteurs, des passagers, des piétons et des animaux eux-mêmes. La sécurité routière est une responsabilité partagée, et chacun doit contribuer à prévenir les accidents. » Selon Cherif Sylla, agent routière : « En tant qu'agent de la sécurité routière, je suis régulièrement appelé sur les lieux d'accidents

causés par des animaux domestiques laissés en liberté. Dans de nombreux cas, les conducteurs n'ont pas le temps de réagir lorsqu'un chien ou un chat surgit soudainement sur la chaussée.

Ces accidents peuvent entraîner des blessures, des dégâts matériels importants et, parfois, la mort de l'animal. Il est regrettable que de tels incidents surviennent alors qu'ils pourraient être évités grâce à une surveillance plus rigoureuse des animaux par leurs propriétaires.

Nous invitons les citoyens à respecter les règles de sécurité en gardant leurs animaux dans des es-

paces sécurisés et en les tenant en laisse lors des promenades à proximité des routes. Nous rappelons également aux conducteurs de rester vigilants, notamment dans les zones résidentielles où la présence d'animaux est fréquente.

La prévention est l'affaire de tous. En adoptant des comportements responsables, nous pouvons réduire les accidents et protéger aussi bien les usagers de la route que les animaux. »

Ibrahima Sory Bangoura



Lire Horoya c'est bien, s'y abonner c'est mieux

Poste de Secrétariat Général de l'ONU

«Il faut mettre les bonnes personnes à la bonne place», estime Idiatou Camara, activiste des Droits des femmes.



Quatre candidatures féminines sur six. Idiatou Camara, journaliste, activiste des droits des femmes et fondatrice de la Radio Web Environnement Guinée, s'est prêtée à nos questions.

Laginè ginè : Après 80 ans et 9 secrétaires généraux hommes, que représenterait concrètement pour le monde l'élection d'une première femme à la tête de l'ONU ? S'agit-il d'un symbole ?

À mon avis, ce serait un signal fort envoyé au monde entier pour dire que les femmes avancent. Et quel meilleur poste que celui de secrétaire général des Nations Unies pour porter ce symbole ?

Les femmes sont généralement plus enclines à la paix, à la sensibilité, à la cohésion et au rassemblement — même s'il existe des exceptions. Or, la vocation de l'ONU repose précisément sur la paix et l'entente mondiale. Les femmes sont les plus nombreuses selon les statistiques mondiales, et elles peuvent contribuer de manière significative à la paix, à la sécurité et à l'harmonie internationale. Une femme à la tête de l'ONU pourrait réellement changer les choses.

Laginè ginè : L'ONU traverse une crise financière et de crédibilité. Selon vous, quel est le bon profil de candidat pour réussir à ce poste ?

Je préfère ne pas citer de profil précis pour éviter toute prise de position, mais je pense qu'il faut une personne ayant une solide carrière politique et diplomatique internationale. Faire la paix, c'est savoir concilier, négocier, apaiser.

Pourquoi ne pas envisager une femme cette fois-ci ? Après 80 ans — presque un siècle — durant lesquels seuls des hommes ont occupé ce poste, il serait temps d'essayer une femme compétente, à la hauteur, dotée de toutes les qualités nécessaires.

Concernant la crise financière, les femmes, en général, accordent beaucoup d'importance à leur image et à la crédibilité qu'elles renvoient. Une femme pourrait donc se concentrer davantage sur la gestion rigoureuse de cette crise et sur la restauration de la réputation de l'organisation.

Laginè ginè : Environnement, sécurité, paix, développement durable, droits de l'homme... Les chantiers sont nombreux en Afrique pour le prochain secrétaire général de l'ONU...

La question environnementale m'intéresse particulièrement. Le continent fait face à de nombreux défis : insalubrité, pollution, nuisances, gestion de l'énergie, pollution plastique. Beaucoup de pays ont

commencé à légiférer pour éliminer les plastiques, et la Guinée prévoit également l'interdiction des plastiques à usage unique.

Le prochain secrétaire général devra se pencher sérieusement sur ces enjeux. Et si c'est un Africain, ce serait encore mieux : il faut mettre les bonnes personnes à la bonne place, quelqu'un qui connaît réellement ces problématiques.

Les pays africains n'émettent que moins de 5 % des gaz à effet de serre, mais ils sont parmi les principales victimes du réchauffement climatique. Sur la sécurité, la paix, le développement durable et les droits humains, les défis sont immenses. Si le prochain secrétaire général est Africain — ce que nous souhaitons — il aura véritablement du pain sur la planche.

Laginè ginè : Quel message l'élection d'une femme enverrait-elle aux jeunes filles guinéennes qui veulent faire de la diplomatie ou de la politique ?

Ce serait un symbole puissant pour toutes les femmes, pas seulement les Guinéennes. Ce serait un message adressé aux jeunes femmes du monde entier : il n'y a plus de limites.

Les choses évoluent, même lentement. On a vu récemment en Arabie Saoudite que les femmes ont obtenu le droit de conduire. Le droit de vote pour les femmes n'a été acquis qu'au XIX^e ou XX^e siècle selon les pays. Les habitudes ont la vie dure, mais elles finissent par changer.

L'élection d'une femme à la tête de l'ONU montrerait que les femmes peuvent atteindre le sommet, être au plus haut niveau, sur le toit du monde.

Interview réalisée par M.L.D

SUCCESSION D'ANTÓNIO GUTERRES

Quatre femmes en première ligne pour diriger l'ONU

A quelques mois de la fin du mandat d'António Guterres, dont les fonctions de secrétaire général des Nations unies prendront fin le 31 décembre 2026, la course à sa succession s'intensifie. Le processus de désignation entre dans une phase décisive, avec plusieurs personnalités de haut niveau en lice. Parmi elles, quatre femmes se distinguent par leur expérience politique et diplomatique, alimentant l'espoir de voir, pour la première fois en plus de 80 ans d'histoire de l'ONU, une femme accéder au poste de secrétaire générale.

Michelle Bachelet, l'expérience politique et les droits humains

Ancienne présidente du Chili à deux reprises, Michelle Bachelet possède l'un des parcours les plus solides parmi les candidates. Médecin de formation, elle a également dirigé ONU Femmes avant d'occuper les fonctions de Haute-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme entre 2018 et 2022. Son expérience à la tête d'institutions internationales et son engagement en faveur des droits humains constituent ses principaux atouts.

Rebeca Grynspan, spécialiste du développement économique et originaire du Costa Rica, est l'actuelle secrétaire générale de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED). Ancienne vice-présidente du Costa Rica et ex-responsable du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Amérique latine, elle est reconnue pour son expertise en matière de développement durable, de coopération internationale et de réformes économiques.

Carolyn Rodrigues-Birkett, la voix du multilatéralisme Diplomate chevronnée du Guyana, Carolyn Rodrigues-Birkett a été ministre des Affaires étrangères de son pays avant de représenter le Guyana auprès des Nations unies. Durant la campagne, elle a insisté sur le rôle de neutralité du secrétaire général et sur la

nécessité de renforcer la médiation de l'ONU dans les conflits internationaux, tout en défendant le multilatéralisme.

María Fernanda Espinosa, une diplomate expérimentée: L'Équatorienne María Fernanda Espinosa est une figure bien connue du système onusien. Ancienne ministre des Affaires étrangères de l'Équateur, elle a présidé l'Assemblée générale des Nations unies en 2018-2019, devenant l'une des rares femmes à occuper cette fonction. Elle plaide pour une ONU plus efficace, plus proche des populations et capable de restaurer la confiance des États membres.

Au-delà des profils individuels, cette élection intervient dans un contexte marqué par les conflits armés, les crises humanitaires, les tensions géopolitiques et les difficultés financières de l'Organisation des Nations unies. Les candidats sont auditionnés publiquement avant que le Conseil de sécurité ne procède à des consultations à huis clos pour recommander un nom à l'Assemblée générale, où la décision finale sera prise. L'élection de 2026 pourrait ainsi marquer un tournant historique. Si l'une des quatre candidates l'emporte, elle deviendra la première femme à diriger les Nations unies depuis la création de l'organisation en 1945, un symbole fort pour la représentation des femmes au plus haut niveau de la gouvernance mondiale.

Ibrahima Sory Bangoura

FRIA

Conseil National des Femmes et Filles de Guinée: Mme Adama Koundouno dévoile les missions et les défis du CNFG

Mme Adama Koundouno est l'une des 17 membres du bureau exécutif du Conseil national des femmes et filles de Guinée (CNFG), un organe national consultatif des femmes chargé notamment d'assurer des missions de veille et d'alerte, de conseil, de proposition de solutions, de plaidoyer et d'appui à l'État dans l'identification, l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des initiatives relatives à la dimension genre.



Forte de son expérience de fonctionnaire, Mme Adama Koundouno est connue pour son sens élevé du devoir, son courage et sa maturité, qui lui permettent de concilier ses activités administratives avec celles de sa vie familiale et associative. Elle est notamment cheffe du service de contrôle de qualité à Fria, syndicaliste et activiste au sein de l'ONG Soroptimist International, qui lui a d'ailleurs permis de bénéficier d'un stage en France. Son engagement

au sein de la société civile dans la région illustre également son parcours et ses qualités de leadership.

Évoquant sa participation au Conseil national des femmes et filles de Guinée, Mme Adama Koundouno affirme que la République de Guinée a toujours inscrit la dimension genre et l'équité au centre de ses préoccupations. Cette volonté s'est notamment concrétisée par la signature et l'adoption de plusieurs instruments

juridiques visant à protéger les droits des femmes, parmi lesquels la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF), l'Acte additionnel relatif à l'égalité entre les sexes, ainsi que le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique.

Cependant, les statistiques nationales montrent une faible participation des femmes dans les instances de prise de décision politique, économique et sociale, malgré leur contribution considérable aux activités aussi bien en milieu rural qu'urbain.

Afin de réduire ces insuffisances structurelles en matière de promotion de la femme et du genre, le Gouvernement a jugé nécessaire de mettre en place un organe consultatif dénommé « Conseil national des femmes et filles de Guinée ». Celui-ci est institué dans le cadre des attributions et

de l'organisation du ministère de la Promotion féminine, de l'Enfance et des Personnes vulnérables, conformément au décret D/2022/0091/PRG/CNRD/SGG du 10 février 2022.

Le Conseil national des femmes et filles de Guinée est une structure apolitique à but non lucratif. Il est actuellement présidé par Mme M'Ballou Kaba, de la préfecture de Kankan.

La vision stratégique de cet organe consiste à rechercher les meilleurs moyens de promouvoir la collaboration intersectorielle entre les différents acteurs de la promotion féminine et du genre, aux niveaux national, régional et préfectoral.

Mme Adama Koundouno se dit, par ailleurs, convaincue que, sur les 199 articles de la nouvelle Constitution, neuf sont spécifiquement consacrés aux femmes, notamment à travers l'octroi d'un quota de 30 % dans les postes décisionnels et électifs aux niveaux natio-

nal, régional et local, a-t-elle affirmé.

Précisant les conditions d'accès au bureau exécutif national, la conseillère nationale indique que les candidatures sont ouvertes aux membres d'un bureau exécutif régional ayant satisfait aux conditions d'expérience requises dans le domaine de la vie associative, disposant d'un niveau d'instruction requis, étant en bonne santé — sans exclusion des personnes handicapées —, ayant au moins deux ans de résidence dans le pays et disposant d'un curriculum vitae dûment documenté.

En conclusion, Mme Adama Koundouno a sollicité l'assistance de l'État afin de permettre un meilleur fonctionnement de cet important organe, qui, selon elle, ne dispose ni de siège ni de moyens suffisants pour faciliter la mobilité de ses membres à l'intérieur du pays.

Alsény Sylla,
correspondant à Fria

FEMME ET SOUDURE

Le courage de suivre sa passion



À seulement 13 ans, Mariame Bah a déjà fait un choix qui surprend beaucoup de personnes. Originaire de Pita, cette

adolescente a quitté la Guinée-Bissau où elle vivait pour rejoindre sa famille en Guinée. Alors que beaucoup de filles de son

âge poursuivent leur scolarité, elle a décidé de se tourner vers un métier souvent considéré comme réservé aux hommes : la soudure.

À son arrivée, ses proches l'ont inscrite à l'école dans l'espoir qu'elle poursuive ses études. Mais très vite, Mariame Bah se rend compte qu'elle éprouve des difficultés à suivre les cours. Elle ne comprend pas suffisamment les leçons et ne se sent pas épanouie dans

cet environnement. Plutôt que de continuer une voie qui ne lui correspond pas, elle choisit de suivre ce qui la passionne réellement.

Aujourd'hui, elle apprend le métier de soudeuse avec détermination. Casque de protection sur la tête et poste à souder devant elle, Mariame Bah s'investit chaque jour pour maîtriser les techniques de ce métier exigeant. Malgré son jeune âge, elle fait preuve d'une grande volonté et rêve de devenir une professionnelle reconnue.

« On m'a envoyée à l'école, mais je ne compre-

nais pas grand-chose et je n'aimais pas vraiment ça. La soudure, c'est ce que j'aime. Je veux apprendre ce métier pour gagner ma vie et aider ma famille. Je veux réaliser mon rêve », témoigne-t-elle.

À travers son parcours, Mariame Bah montre que chaque enfant peut avoir une vocation différente. Son histoire est celle d'une jeune fille qui refuse de se laisser enfermer dans les stéréotypes et qui choisit de construire son avenir avec courage, détermination et passion.

M.Bah

INTERVIEW

«Ma force repose sur trois piliers : résilience, adaptation et ma vision stratégique», confie Mme Aïssatou Bagnan Diallo, entrepreneure dans le secteur agricole, dans une interview accordée à notre rédaction.



1. Pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?

Je suis Aissatou Bagnan Diallo, Fondatrice et Gérante de Bagnan Agrobusiness. Je suis entrepreneure dans le secteur agricole basée à Kindia. Depuis septembre 2020, je produis de l'ananas avec l'ambition de valoriser le terroir guinéen, créer des emplois et contribuer à la sécurité alimentaire de notre pays.

2. Depuis quand êtes-vous entrepreneure agricole et qu'est-ce qui vous a poussée à vous lancer dans cette activité ?

Mon aventure a commencé par l'expérimentation de la culture du gingembre au Fouta, puis à Kindia en 2017 à la ferme Claudine de Tonton Michel Diallo à Kilissi.

Ce qui m'a poussée, c'est d'abord ma passion pour la nature et ma volonté de contribuer au développement socio-économique de mon pays.

Ensuite, l'envie de transformer nos produits locaux au lieu de les vendre bruts. Je voulais aussi prouver qu'avec de la détermination, une femme peut bâtir

une entreprise agricole viable et créer de la valeur ici chez nous.

3. Pourquoi avez-vous choisi la culture de l'ananas plutôt qu'une autre spéculation agricole ?

J'ai choisi l'ananas parce que Kindia a un climat et un sol exceptionnels pour cette culture. L'ananas est aussi un produit à forte demande, avec une vraie possibilité de transformation. C'est une filière stratégique qui permet de créer des emplois et de faire rayonner la marque «Made in Guinée».

4. Vous avez rencontré des difficultés dans votre parcours mais vous avez tenu malgré tout, d'où puisez-vous la force ?

Je puise ma force dans ma foi, et sur 3 piliers : la résilience, la capacité d'adaptation et la vision stratégique. Quand on sait pourquoi on se bat, on trouve toujours l'énergie de se relever. Le soutien de mon équipe me donne aussi beaucoup de courage. Et je tiens à saluer toutes les bonnes volontés qui m'entourent depuis le début : famille, amis, mentors, coachs et institutions qui me soutiennent chacun à sa manière.

5. Après l'incendie de votre plantation, avez-vous pensé à abandonner ? Avez-vous été accompagnée après ?

L'incendie a été l'épreuve la plus difficile. Oui, j'ai eu un moment de découragement. Voir le fruit de plusieurs années partir en fumée fait mal.

Mais j'ai choisi de rebondir. J'ai été accompagnée et réconfortée par mon entourage et par des partenaires qui ont cru en moi. Cet événement m'a rendue plus résiliente et plus organisée.

6. Que représente pour vous le courage d'une femme en milieu rural ?

Pour moi, c'est le courage au quotidien. C'est la femme qui se lève à l'aube, qui travaille son champ, qui gère sa maison, qui éduque ses enfants et qui n'abandonne jamais.

Les femmes rurales sont le pilier de notre agriculture. Elles nourrissent la nation en silence.

7. Votre parcours montre qu'une femme peut réussir dans un secteur exigeant. Quel message souhaitez-vous transmettre aux autres femmes ?

Mon message est simple : Osez. Ne laissez personne vous dire que l'agriculture ou l'entrepreneuriat n'est pas pour vous.

Formez-vous, entourez-vous des bonnes personnes, et commencez pe-

tit mais commencez.

La terre nourrit le monde. Avec du travail et de la persévérance, nous pouvons toutes réussir.

8. Quelles sont les plus grandes difficultés que rencontrent les femmes agricultrices par rapport aux hommes ?

Les 3 grands défis sont : l'accès au financement, l'accès au foncier et aux équipements, et l'accès aux marchés.

Il y a aussi les pesanteurs socioculturelles. On attend encore trop souvent d'une femme qu'elle reste «à la maison». Mais nous changeons cette image chaque jour en montrant nos résultats.

9. Y a-t-il une femme qui vous a inspirée dans votre parcours ?

Oui, ma mère en premier. Et toutes les femmes du monde rural.

Elles m'ont transmis les valeurs de travail, de dignité, de résilience, de capacité d'adaptation et de vision. Ce sont elles mes premiers modèles.

10. Quel regard portez-vous sur les jeunes filles qui pensent que l'agriculture est un métier



réservé aux hommes ?

Je leur dis que l'agriculture de 2026 n'est plus celle d'hier. C'est de l'agrobusiness, de l'innovation, de la technologie.

C'est un secteur d'avenir, rentable et noble. Les jeunes filles ont toute leur place, surtout dans la transformation et le marketing. L'avenir de l'agriculture est féminin.

11. Êtes-vous fière d'être une femme agricultrice ? Pourquoi ?

Oui, je suis extrêmement fière. Parce que je participe à nourrir mon pays, à la promotion de l'entrepreneuriat agricole féminin et de l'économie verte.

Parce que je crée des emplois en zone rurale.

Et parce que chaque ananas qui sort de nos champs à Kindia porte le nom Bagnan Agrobusiness et l'espoir de toute une communauté.

Être femme agricultrice, c'est être actrice du développement socio-économique de la Guinée en particulier et de l'Afrique en générale.

La Rédaction

MÉTIER AU FÉMININ

Au guidon de sa moto-taxi, Aïssata Sylla brise les stéréotypes

En plein cœur de Conakry, une femme sort du lot. Casque vissé sur la tête, regard déterminé, Aïssata Sylla défie les stéréotypes en exerçant un métier presque exclusivement masculin : celui de conducteur de moto-taxi. Chaque jour, elle rivalise avec les hommes, guidée par son courage, sa détermination et sa passion. Elle sillonne les rues de la capitale, transportant ses passagers avec assurance, prudence et maîtrise.



Titulaire d'un BTS en commerce international et d'un BEP en transit douane, elle raconte son parcours : « Après mes formations, j'ai tout fait pour obtenir un stage, mais je n'ai pas réussi. Alors j'ai commencé à vendre des habits, ce qui m'a permis de financer une autre formation de huit mois en conduite de poids lourds. Mais là encore, les choses n'allaient pas. Comme j'avais la passion des engins roulants, j'ai décidé de me lancer dans la moto-taxi. J'ai acheté une première moto d'occasion à crédit pour 2 500 000 francs guinéens. Je travaillais pour payer au fur et à mesure, jusqu'à la fin de l'échéance. Mais cette moto m'a trop fatiguée. Finalement, j'ai cherché à en acquérir une autre, qui m'appartient vraiment. »

Les débuts n'ont pas été faciles, surtout avec sa mère, qui, en tant que mère d'une fille unique,

s'opposait fermement à ce choix. Il a fallu l'intervention de son oncle pour apaiser les tensions et soutenir Aïssata dans son projet.

Dans ce métier, elle a rencontré plusieurs obstacles. L'un des plus marquants fut la méfiance des passagers.

« Certains avaient peur de monter derrière une femme. Il m'arrivait de rentrer sans même le prix du carburant. Maintenant, quand je sors, je me déguise en homme et tout se passe bien », ajoute-t-elle.

Mère d'un enfant, Aïssata parvient grâce à son travail à subvenir à ses besoins, à aider sa mère et à soutenir sa famille. Elle lance un appel vibrant aux femmes : « Apprenez une activité génératrice de revenus. »

Son histoire est celle d'une

SECTEUR BANCAIRE

Le dynamisme d'une cheffe d'agence au service de la performance et de la proximité client

Mme Oularé Nancy Miriam Camara incarne la réussite et l'engagement dans le secteur bancaire en Guinée. Actuellement cheffe de l'agence NSIA Banque Kipé, elle allie compétence professionnelle, leadership et passion pour son travail.



Le parcours de Mme Oularé Nancy Miriam est marqué par une montée en puissance progressive, nourrie de détermination et d'une volonté inébranlable de réussir dans un secteur où la compétition est féroce, et où l'innovation est essentielle. Titulaire d'un diplôme en Droit des affaires, elle a su s'imposer dans un environnement majoritairement dominé par les hommes. Elle commence sa carrière à NSIA en 2014 où elle se distingue rapidement par son sens du management, sa capacité à gérer les équipes et son expertise en satisfaction client.

Arrivée chez NSIA, elle est d'abord agente commerciale terrain, elle occupe ensuite différents postes au sein de la Direction de l'exploitation, avant de prendre les rênes de l'agence de Kipé. Son ascension est le fruit d'un travail acharné et d'une vision claire de la carrière qu'elle veut se donner dans ce secteur. Grâce à son leadership avisé, elle a su moderniser les processus de l'agence et améliorer

les relations avec les clients, contribuant ainsi à l'expansion de la clientèle et au renforcement de la position de NSIA sur le marché guinéen.

Mme Oularé Nancy Miriam Camara se distingue non seulement par ses compétences techniques, mais aussi par son leadership humain. Elle est convaincue que l'une des clés du succès dans le secteur bancaire et des assurances réside dans la relation de proximité avec les clients. Sous sa direction, l'agence NSIA Kipé a instauré une culture du service client, où chaque interaction est pensée pour répondre aux besoins spécifiques des clients.

Elle privilégie une approche proactive en matière de gestion des clients. Cela a permis à l'agence de renforcer sa réputation, qui apprécie la réactivité et la transparence des services proposés.

Une femme de valeurs et d'engagement, en dehors de ses activités professionnelles, Mme Oularé Miriam Camara est également une fervente défenseuse de l'inclusion et de l'autonomisation des femmes dans le milieu professionnel. Elle multiplie les initiatives pour promouvoir la place des femmes dans le secteur bancaire souvent perçue comme un domaine réservé

aux hommes.

Elle est également impliquée dans diverses actions caritatives, soutenant des causes liées à l'éducation et à l'épanouissement de la couche féminine. Elle croit fermement en la nécessité de contribuer au bien-être social de la femme et en sa montée en compétence. Ce qui fait d'elle, un modèle d'inspiration pour de nombreuses jeunes professionnelles.

Mme Oularé Nancy Miriam Camara incarne une vision dynamique du secteur bancaire en Guinée. Son travail à la tête d'une agence bancaire montre qu'il est possible d'être une leader attentive aux besoins des clients tout en restant fidèle à des valeurs humaines essentielles.

Mme Oularé Nancy Miriam Camara incarne le visage d'une femme moderne, engagée aussi bien dans sa carrière que dans sa vie familiale. Elle relève au quotidien le défi de concilier responsabilités professionnelles et exigences du foyer. Entre leadership, rigueur et sens de l'organisation, elle réussit à maintenir un équilibre harmonieux, devenant ainsi une source d'inspiration pour de nombreuses femmes en Guinée.

En définitive, Mme Oularé Nancy Miriam Camara est bien plus qu'une simple cheffe d'agence. Elle est une leader charismatique, une gestionnaire avisée et une femme de valeurs. Grâce à son expertise, son sens du leadership et son engagement envers sa clientèle, elle marque de son empreinte l'histoire de la Banque en Guinée et inspire de nombreuses femmes à s'engager dans le secteur financier.

Ibrahima Sory Bangoura

femme courageuse qui, malgré les obstacles, a su transformer sa passion en métier et ouvrir la voie à d'autres.

Anne Marie Somaparé

SIERRA LÉONE

Développement local, Femmes de Gbolon, la force vive d'une communauté en marche

À Gbolon, le dynamisme de la communauté repose en grande partie sur l'engagement quotidien de ses femmes. Actives dans les champs, les marchés, les foyers et les initiatives communautaires, elles sont considérées par les habitants comme les véritables moteurs du fonctionnement du village.



Dès les premières lueurs du jour, elles s'affairent aux travaux agricoles, cultivant les champs de céréales, de légumes et d'arachides qui assurent l'alimentation des familles. En parallèle, elles prennent soin des petits élevages, participent à la transformation des produits agricoles et approvisionnent les marchés locaux, contribuant ainsi aux revenus des ménages.

Au-delà de leur rôle économique, les femmes de Gbolon sont également au cœur de la vie sociale. Elles organisent les cérémonies traditionnelles, entretiennent les liens de solidarité entre les familles et interviennent dans les actions communautaires, qu'il s'agisse de

l'entretien des points d'eau, de la salubrité ou de l'entraide envers les personnes vulnérables.

« Sans les femmes, gbolon ne fonctionnerait pas comme aujourd'hui », confie un notable de la localité. « Elles sont les premières à se lever et les dernières à se reposer. Leur courage, leur sens de l'organisation et leur esprit de solidarité inspirent toute la communauté. » Malgré leur contribution essentielle, ces femmes continuent de faire face à plusieurs défis, notamment l'accès limité aux équipements agricoles, aux financements et aux formations. Beaucoup espèrent bénéficier d'un meilleur accompagnement afin d'accroître leur

production et de développer leurs activités génératrices de revenus.

À gbolon, les femmes ne se contentent pas de soutenir leurs familles : elles participent activement au développement de toute la communauté. Leur détermination, leur savoir-faire et leur résilience font d'elles une véritable force de progrès. En investissant dans leur autonomisation et en valorisant leur travail, gbolon renforcerait encore davantage les bases de son développement économique et social.

Pour cet habitant de gbolon: « Je m'appelle Mamadou Barry, je suis cultivateur et père de famille. À gbolon, les femmes sont le cœur de notre communauté. Elles travaillent sans relâche, aussi bien dans les champs

qu'à la maison. Elles cultivent, récoltent, transforment les produits agricoles, s'occupent des enfants et participent aux activités du village.

Sans leur engagement, beaucoup de familles auraient du mal à subvenir à leurs besoins. Elles sont toujours présentes lorsqu'il faut organiser une activité communautaire ou venir en aide à une personne en difficulté. Leur courage et leur sens du sacrifice méritent le respect de tous.

Nous, les hommes, reconnaissons leur rôle essentiel dans le développement de gbolon. Nous souhaitons qu'elles bénéficient de davantage de soutien, notamment à travers des for-

ter plusieurs responsabilités à la fois. Chaque jour, nous travaillons dans les champs, nous nous occupons de nos enfants, nous préparons les repas et nous participons aux activités communautaires.

Notre travail est exigeant, mais nous le faisons avec courage parce que nous savons que le bien-être de nos familles en dépend. Nous cultivons la terre, nous transformons les produits agricoles et nous les vendons au marché pour contribuer aux revenus du ménage. Lorsque le village organise une activité, les femmes répondent toujours présentes.

Nous sommes fières de participer au développement



mations, des équipements agricoles et un meilleur accès au financement. En renforçant les capacités des femmes, c'est toute la communauté qui avance.

Je suis fier des femmes de gbolon. Elles sont un exemple de détermination, de solidarité et de travail. Leur contribution est indispensable à la vie et à l'avenir de notre village. » Selon cette femme de gbolon: « Je m'appelle Aïssatou Diallo, je suis agricultrice et mère de famille. À gbolon, être une femme, c'est por-

de gbolon. Nous souhaitons toutefois avoir un meilleur accès aux équipements agricoles, aux formations et aux financements afin d'améliorer nos activités et d'offrir un avenir meilleur à nos enfants.

Notre force, c'est notre solidarité. À gbolon, les femmes se soutiennent mutuellement dans les moments difficiles comme dans les périodes de récolte. Ensemble, nous continuons à bâtir une communauté forte, unie et tournée vers l'avenir. »

Envoyé spéciale



IMPLANT CONTRACEPTIF

Entre avantages et effets secondaires, une professionnelle de santé témoigne

Un petit bâtonnet de quelques centimètres change le quotidien de nombreuses femmes. L'implant contraceptif, une méthode de prévention des grossesses de longue durée, séduit de plus en plus les femmes. Kadiatou Baldé, sage-femme exerçant dans plusieurs cliniques de Conakry, livre son éclairage sur l'impact contraceptif, une méthode efficace et irréversible.



« L'implant contraceptif est un petit bâtonnet souple que l'on insère sous la peau du bras. Il libère une hormone qui empêche la survenue d'une grossesse pendant plusieurs années. Avant de le poser, nous faisons toujours une consultation afin de vérifier que la méthode convient à la patiente.

Chaque femme est différente et doit connaître son disque d'éligibilité. Nous tenons compte de son état de santé, de ses antécédents médicaux, de ses traitements éventuels et nous nous assurons qu'elle n'est pas enceinte. Cette évaluation est indispensable avant toute décision », précise-t-

elle. Au-delà de son fonctionnement, l'implant est apprécié pour son efficacité et sa simplicité d'utilisation. Selon la sage-femme, il permet aux femmes de mieux planifier leurs grossesses tout en évitant les contraintes liées à une contraception quotidienne.

Poursuivant, la sage-femme ajoute : « L'implant est l'une des méthodes contraceptives les plus efficaces. Une fois l'implant posé, la femme est protégée pendant plusieurs années. Elle n'a pas besoin de penser chaque jour à prendre un médicament. C'est aussi une mé-

thode réversible : lorsque l'implant est retiré, la fertilité revient généralement rapidement. Il est discret, pratique et permet à beaucoup de femmes de vivre leur contraception en toute sérénité. »

Cependant, la sage-femme rappelle qu'aucune méthode contraceptive n'est totalement dépourvue d'effets secondaires. C'est pourquoi les femmes sont invitées à se consulter dès l'apparition de signes inhabituels. Car, indique-t-elle, « certaines utilisatrices peuvent observer des modifications de leurs règles. Elles peuvent devenir irrégulières, plus abondantes, moins abondantes ou même disparaître pendant tout au long de la durée de l'implant. D'autres femmes peuvent ressentir des douleurs au niveau du bras où l'implant

est posé et une légère prise de poids. De nos jours il y a des femmes qui posent l'implant au niveau de la cuisse. Ce n'est pas recommandé parce que ça peut provoquer la migration de l'implant et cela a des conséquences mortelles. Lorsqu'une patiente présente des effets qui l'inquiètent, nous l'invitons à revenir au centre de santé afin de bénéficier d'un suivi adapté. »

À travers ces explications, Kadiatou Baldé insiste sur l'importance d'une information de qualité avant le choix d'une méthode contraceptive. Pour elle, une femme bien informée est davantage en mesure de prendre une décision éclairée, adaptée à sa situation et à ses besoins.

Mariama Bah

Les malades abandonnés dans les rues de Conakry

Dans les rues animées de Conakry, une réalité inquiétante s'impose de plus en plus aux habitants : la présence visible de personnes atteintes de troubles mentaux errant au centre-ville. Ces individus, souvent livrés à eux-mêmes, circulent sans encadrement, parfois dans un état de grande vulnérabilité ou d'agitation.



Selon plusieurs témoignages de citoyens, certains de ces malades adoptent des comportements imprévisibles. Il n'est pas rare de les voir déambuler nus ou transporter des objets divers, créant un climat d'insécurité dans des zones très fréquentées comme les marchés ou les grands carrefours. Cette situation alimente la peur et l'inquiétude

parmi la population.

D'après un article publié par un site de la place, « il est de plus en plus fréquent de croiser des personnes atteintes de troubles mentaux [...] parfois agressifs », ce qui constitue une menace pour la sécurité publique. Plusieurs habitants affirment avoir été victimes d'agressions ou de tenta-

tives d'intimidation.

Ce phénomène s'explique en partie par le manque de structures adaptées et de prise en charge psychiatrique. En République de Guinée, le système de santé mentale reste très limité, avec peu de spécialistes et d'infrastructures, ce qui pousse de nombreuses familles à abandonner les malades ou à recourir à des solutions traditionnelles.

Face à cette situation, des voix s'élèvent pour appeler les autorités à agir. Certains citoyens demandent la mise en place de centres spécialisés, la réinsertion sociale des patients et une meilleure sensibilisation pour lutter contre la stigmatisation. En attendant des mesures

concrètes, la cohabitation entre citoyens et malades mentaux dans les rues de Conakry continue de poser un défi majeur, à la fois sanitaire, social et sécuritaire. Selon ce psychiatre : « La situation que nous observons aujourd'hui dans les rues de la capitale est très préoccupante. La plupart des personnes que vous voyez errer au centre-ville souffrent de troubles mentaux sévères comme la schizophrénie ou des psychoses non traitées.

Le problème principal, c'est le manque de structures adaptées. Nous avons très peu de centres psychiatriques, et ceux qui existent sont souvent débordés. Beaucoup de familles, faute de moyens ou par manque

d'information, abandonnent leurs proches malades.

Ces patients ne sont pas dangereux par nature, mais sans traitement ni suivi, ils peuvent devenir imprévisibles, surtout lorsqu'ils sont exposés à la faim, à la violence ou à la consommation de substances.

Il est urgent d'agir. Il faut investir dans la santé mentale, former davantage de professionnels, et surtout sensibiliser la population. La stigmatisation aggrave la situation et empêche une prise en charge efficace.

Ces personnes ont besoin de soins, de dignité et d'accompagnement, pas d'exclusion.»

Ibrahima Sory Bangoura

MACIRÉ SYLLA EN GRANDE DIFFICULTÉ

L'icône de la musique guinéenne lance un appel à la solidarité

Figure emblématique de la musique guinéenne, Maciré Sylla traverse aujourd'hui l'une des périodes les plus éprouvantes de sa vie. Après avoir marqué plusieurs générations avec sa voix, son talent et ses œuvres, l'artiste se retrouve confrontée à une situation de profonde précarité et sollicite le soutien des autorités, des mécènes, de ses collègues artistes et du grand public.



Révélee à la fin des années 1990 grâce à son album Mariama, Maciré Sylla s'est imposée comme l'une des grandes ambassadrices de la culture guinéenne. Sa musique, mêlant traditions et sonorités modernes, lui a valu une reconnaissance bien au-delà des frontières de la Guinée.

Aujourd'hui, l'artiste af-

firme vivre des moments particulièrement difficiles. Entre détresse financière et manque d'accompagnement, elle lance un cri du cœur à toutes les personnes de bonne volonté afin de retrouver un peu d'espoir et de dignité.

« Une artiste qui a tant donné à son pays ne devrait pas être abandonnée dans l'oubli », estiment

plusieurs observateurs du monde culturel, qui appellent à une mobilisation en faveur de cette voix qui a porté haut les couleurs de la Guinée.

Le cas de Maciré Sylla relance également le débat sur la protection sociale des artistes, dont beaucoup se retrouvent sans ressources après des années de carrière.

Cette situation rappelle l'importance de mettre en place des mécanismes durables pour accompagner les acteurs culturels lorsqu'ils traversent des périodes difficiles.

En attendant, les admirateurs de Maciré Sylla, les opérateurs culturels et les bonnes volontés sont invités à se mobiliser afin que cette artiste de renom

puisse bénéficier de l'assistance dont elle a besoin et retrouver des conditions de vie plus dignes.

« Je m'appelle Maciré Sylla. Pendant de nombreuses années, j'ai consacré ma vie à la musique, à faire rayonner la culture guinéenne à travers mes chansons et mes prestations. Aujourd'hui, je traverse une période très difficile.

Les épreuves que j'ai connues ces dernières années ont profondément affecté ma vie personnelle, ma carrière et ma situation financière. Il m'arrive de me sentir oubliée, alors que j'ai toujours donné le meilleur de moi-même pour mon pays et pour mon public.

Je lance un appel sincère aux autorités, aux acteurs

culturels, à mes collègues artistes, à mes fans et à toutes les personnes de bonne volonté. J'ai besoin de votre soutien pour retrouver l'espoir et pouvoir continuer à vivre dignement.

Je garde la foi et je crois que la solidarité peut redonner de la force à ceux qui traversent des moments difficiles. Je remercie toutes celles et tous ceux qui pensent à moi, qui m'encouragent et qui me tendent la main.

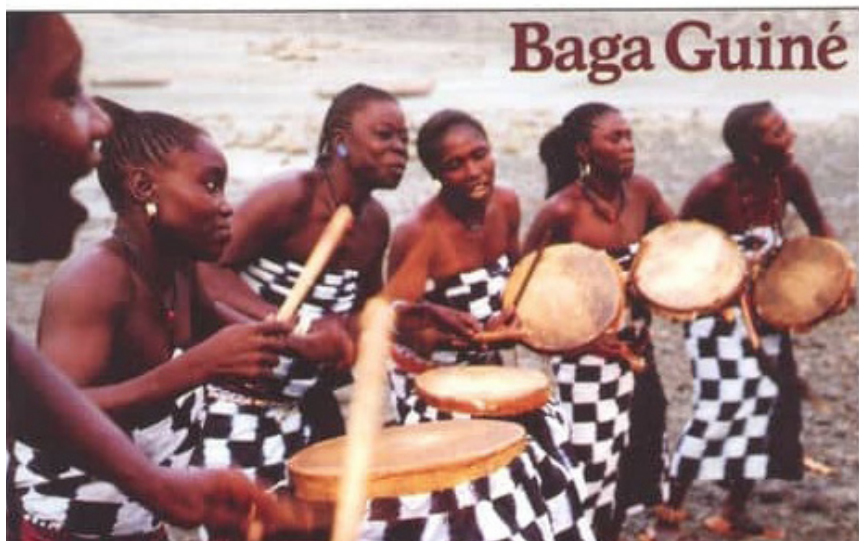
Mon plus grand souhait est de continuer à chanter, à partager ma musique et à transmettre l'amour de la culture guinéenne aux générations futures. Merci à toutes et à tous pour votre soutien et vos prières. »

Ibrahima Sory Bangoura

CULTURE

Les femmes Baga font vibrer la tradition au rythme du djembé

Sous l'ombre des grands fromagers, les battements du djembé résonnent avec force dans les villages de la communauté Baga. Au cœur des festivités culturelles, les femmes perpétuent un héritage ancestral où musique, danse et transmission des valeurs se mêlent dans une harmonie qui traverse les générations.



Vêtues de pagnes traditionnels aux couleurs éclatantes, elles exécutent des chorégraphies rythmées par les percussions. Chaque mouvement raconte une

histoire : celle de la fertilité, de la solidarité, du travail communautaire ou encore des célébrations marquant les étapes importantes de la vie. Les chants, repris

en chœur, accompagnent les sonorités du djembé et des autres instruments traditionnels, créant une atmosphère à la fois festive et spirituelle.

Chez les Baga, peuple installé principalement sur le littoral guinéen, les manifestations culturelles occupent une place essentielle dans la préservation

de l'identité communautaire. Le célèbre masque D'mba, symbole de fécondité, de prospérité et de protection, demeure l'une des expressions les plus embléma-

tiques de cette culture et accompagne encore aujourd'hui certaines cérémonies traditionnelles.

Si le djembé est souvent associé aux hommes dans plusieurs traditions ouest-africaines, de plus en plus de femmes investissent aujourd'hui cet instrument avec talent et détermination. Elles participent activement aux prestations artistiques, aux festivals culturels et aux initiatives visant à préserver le patrimoine immatériel de la Guinée.

Pour les aînées, transmettre cet héritage aux jeunes filles est une responsabilité. Les répétitions organisées dans les villages permettent

d'enseigner les rythmes, les chants et les danses qui constituent la mémoire vivante du peuple Baga. Ces rencontres renforcent également les liens sociaux et favorisent la valorisation du patrimoine culturel auprès des nouvelles générations. À travers le son du djembé et l'énergie de leurs danses, les femmes Baga démontrent que la culture est un puissant vecteur d'identité, de cohésion sociale et de développement. Leur engagement contribue à faire rayonner un patrimoine qui demeure l'une des plus grandes richesses de la Guinée.

Ibrahima Sory Bangoura

STADE DU 28 SEPTEMBRE

Le grand retour du football guinéen à domicile

Le football guinéen tient enfin une bonne nouvelle. Après plusieurs années d'indisponibilité pour les compétitions internationales, le stade du 28-Septembre de Conakry vient d'obtenir une homologation temporaire de la Confédération africaine de football (CAF).



Dans une correspondance datée du 14 août 2026 adressée à la Fédération guinéenne de football (Feguifoot), l'instance dirigeante du football africain a autorisé l'utilisation provisoire de l'enceinte pour les compétitions africaines durant le mois de septembre 2026. Le stade est ainsi reconnu temporairement en catégorie 3 de la CAF.

Cette décision intervient après plusieurs missions d'inspection et les travaux

de rénovation engagés pour répondre aux recommandations formulées par les experts de la CAF. Les vestiaires, les zones mixtes, les espaces réservés aux arbitres et au contrôle antidopage, la gestion des flux, l'électricité, les bancs de touche, la pelouse ainsi que le tunnel télescopique ont notamment fait l'objet d'améliorations.

Une homologation sous conditions Si cette décision constitue

une avancée majeure, elle ne signifie toutefois pas que le stade a obtenu une homologation définitive. La CAF demande encore la correction de certains points afin de parvenir à une conformité complète et durable aux exigences de ses règlements. Elle se réserve également le droit de dépêcher un inspecteur lors d'une rencontre afin d'évaluer les conditions opérationnelles du stade avant, pendant et après le match.

Cette homologation temporaire permet néanmoins à la Guinée de retrouver son public. Le Syli national pourra notamment disputer à domicile une prochaine

rencontre des éliminatoires de la CAN 2027, tandis que les clubs guinéens engagés dans les compétitions inter-clubs de la CAF pourront également utiliser l'enceinte durant la période concernée, sous réserve des accords nécessaires.

Un premier pas vers l'homologation définitive Pour les autorités sportives et les responsables du football guinéen, cette décision récompense les efforts consentis pour remettre aux normes cette infrastructure historique. Elle constitue sur-

tout une étape importante vers l'objectif final : obtenir une homologation durable du stade du 28-Septembre. Après des années passées à recevoir ses adversaires hors de ses bases, la Guinée peut donc entrevoir le retour de ses sélections et de ses clubs sur cette pelouse mythique. Reste désormais à poursuivre les travaux et à satisfaire les dernières exigences de la CAF pour transformer cette autorisation temporaire en homologation définitive.

Yamoussa Touré



FOOTBALL

Le Coach Souleymane Baldé «Zakino», nommé entraîneur adjoint du Syli Local

Une nouvelle page s'écrit dans la carrière de Souleymane Baldé, plus connu sous le nom de Zakino. Le technicien guinéen a été officiellement nommé entraîneur adjoint du Syli Local, la sélection nationale composée des joueurs évoluant dans le championnat guinéen. Cette nomination vient récompenser un parcours marqué par un engagement constant en faveur du développement du football national.



Originaire de Labé, le Coach Zakino est une figure emblématique du football dans la région. Fondateur du club Les Espoirs de Labé, il a

consacré de nombreuses années à la formation des jeunes talents, contribuant à l'éclosion de plusieurs joueurs qui évoluent au-

jourd'hui au plus haut niveau du football guinéen.

Reconnu pour son sens de la discipline, sa passion et son expertise technique, Zakino s'est forgé une solide réputation au fil des années. Son expérience au sein des sélections nationales de jeunes et son travail de proximité avec les futurs talents du pays ont fait de lui un acteur incon-

tournable de la formation en Guinée.

Sa nomination au sein du staff technique du Syli Local est accueillie avec une immense fierté à Labé, où de nombreux acteurs sportifs saluent la reconnaissance d'un homme qui a toujours placé la jeunesse et le travail au cœur de son projet sportif.

Au-delà d'une distinction personnelle, cette promotion constitue un symbole fort pour le football guinéen. Elle démontre que le travail de terrain, la persévérance

et l'investissement dans la formation peuvent ouvrir les portes des plus hautes responsabilités.

Avec cette nouvelle mission, le Coach Souleymane Baldé « Zakino » aura désormais l'opportunité de mettre son savoir-faire au service du Syli Local, avec l'ambition de contribuer aux performances de la sélection nationale et de poursuivre son engagement pour le rayonnement du football guinéen.

Ibrahima Sory Bangoura



Les femmes sont le coeur battant de nos familles, la force silencieux de nos communautés et l'une des plus grands richesses de notre nation. Par leur courage, leur résilience et leur engagement quotidien, elles portent l'espoir et façonnent l'avenir.

Lors de mon investiture le 17 janvier 2026, j'ai affirmé avec conviction que ce mandat serait aussi celui des femmes. Cet engagement demeure une priorité de mon action au service de la Guinée

S.E Mamadi Doumbouya
Président de la République